

Reprise menacée

Après une année de recul de l'activité économique, 2021 est une année de reprise. Les niveaux d'activité d'avant-crise sont dépassés en fin d'année dans la région et dans tous les départements hormis l'Indre et le Cher. Le recours à l'activité partielle recule nettement et se rapproche de la situation en 2019. La hausse de l'emploi salarié (+ 2,5 % sur l'année) et la baisse du chômage (6,6 % au 4^e trimestre) sont marquées. Les effets de certaines mesures de soutien des entreprises, pour leur permettre de traverser la crise, sont encore observables, notamment au travers de leur faible endettement bancaire net. Cependant des fragilités perdurent, pour les secteurs de l'industrie et de l'hébergement-restauration en particulier, dont l'activité reste en deçà de celle avant la crise sanitaire. Les tensions sur l'approvisionnement et le marché du travail commencent à se répercuter sur les prix, et viennent menacer la reprise.

Une année de reprise de l'activité économique...

En 2021, après une année marquée par la crise sanitaire de la Covid-19 et ses répercussions économiques, l'activité retrouve son niveau d'avant-crise. Les volumes d'heures rémunérées des salariés, restés en retrait par rapport aux mêmes mois de 2019 jusqu'en octobre 2021, dépassent ces niveaux de référence en novembre et décembre (+ 0,7 %) **► figure 1**. Ces volumes repassent néanmoins légèrement sous les repères 2019 en janvier 2022, pour être au-dessus en février et en mars 2022 (+ 1,3 %). Cette reprise est un peu moins nette dans la région qu'au niveau national, où le produit intérieur brut termine l'année 0,5 % au-dessus du 4^e trimestre 2019, la croissance de 6,8 % en 2021 compensant en grande partie la baisse de 7,9 % de l'année précédente.

Au niveau départemental, la reprise de l'activité économique est plus précoce et plus nette dans les départements de l'Eure-et-

Loir, du Loiret et du Loir-et-Cher que dans la région. En Indre-et-Loire, l'année s'achève avec un niveau d'activité un peu au-dessus qu'avant-crise. En revanche, dans les départements du Cher, et surtout de l'Indre, le volume d'activité reste en deçà des références de 2019 et se dégrade même en début d'année 2022.

Le recours à l'activité partielle pour protéger l'emploi a été un marqueur de la crise sanitaire. En France, le nombre de salariés effectivement en activité partielle a été multiplié par plus de 200 au plus fort de la crise en avril 2020 par rapport à la moyenne observée entre 2015 et 2019. En Centre-Val de Loire, moins de 8 000 salariés sont concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle en décembre 2021, alors qu'ils étaient encore plus de 50 000 en début d'année **► figure 2**. Ce nombre poursuit sa baisse début 2022, ne dépassant guère 2 000 en mars, bien loin des près de 270 000 salariés en avril 2020.

L'année se termine avec 22 250 emplois salariés de plus qu'un an auparavant. En

croissance sur chacun des quatre trimestres, l'emploi salarié retrouve son niveau de fin 2019 dès le 1^{er} trimestre 2021. La progression de 2,5 % sur l'année efface non seulement le recul de 1,3 % en 2020, mais se traduit surtout par une hausse moyenne de 0,6 % entre 2019 et 2021, deux fois plus rapide qu'entre 2014 et 2019.

Les embauches sont plus nombreuses en contrat à durée indéterminée qu'avant la crise sanitaire, comme celles en contrat à durée déterminée de plus de 31 jours. Dans le même temps, moins de contrats courts qu'en 2019 sont signés.

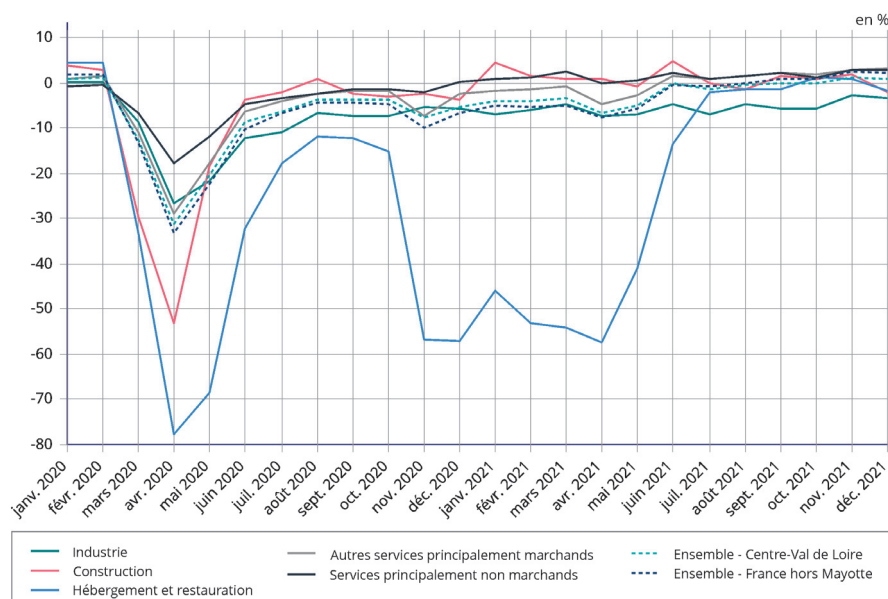
Cette hausse de l'emploi salarié contribue à la baisse du taux de chômage (6,6 % dans la région en fin d'année, contre 7,4 % au niveau national). Stable jusqu'au 3^e trimestre, il recule au quatrième à un niveau inobservé depuis la fin 2008, marquée par le début de la crise économique et financière. Perdant 1,1 point depuis fin 2019, cette baisse est un peu plus forte en Centre-Val de Loire qu'en France.

Autre signe de la reprise, le nombre de demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité diminue nettement pour être au plus bas depuis 10 ans. Ce recul (- 12,5 % sur un an, - 6,0 % en moyenne entre 2019 et 2021, contre - 1,2 % en moyenne entre 2014 et 2019) est particulièrement franc pour les moins de 25 ans (- 17,3 % depuis fin 2020).

Le rythme auquel progressent les créations de sociétés dans la région est plus élevé qu'au niveau national. Si les nouveaux micro-entrepreneurs sont toujours plus nombreux, le fait notable est surtout le rebond des créations de sociétés (+ 27 % sur un an). Pour tous les statuts, le nombre de créations depuis 2019 croît plus vite qu'avant la crise sanitaire.

La région compte plus de micro-entrepreneurs économiquement actifs au 1^{er} semestre 2021 qu'un an plus tôt (+ 18 %), et bien plus encore que deux ans auparavant (+ 57 %). Leur nombre s'est maintenu au 1^{er} semestre 2020, mais leur chiffre d'affaires mensuel moyen a décliné. Il retrouve au 1^{er} semestre 2021 son niveau du 2^d semestre 2019. Ces micro-entrepreneurs sont un peu plus présents dans l'espace urbain, qui ont en particulier plus bénéficié du développement des activités de livraison pendant la crise sanitaire.

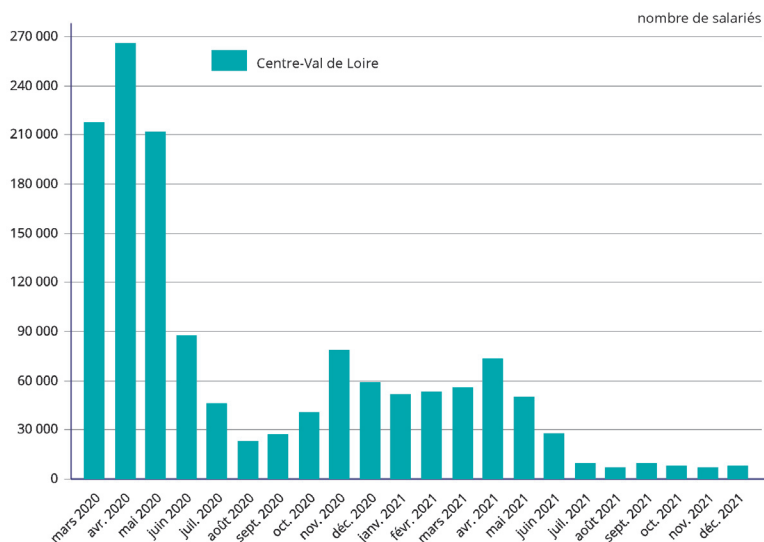
► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Centre-Val de Loire



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : Insee, DSN - traitement provisoire

► 2. Activité partielle : nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation



Note : données mensuelles brutes, provisoires pendant un an.
Source : ASP-DGEPF-Dares -Extraction du SI APART du 19 avril 2022

... Qui peine à s'asseoir dans l'ensemble des secteurs...

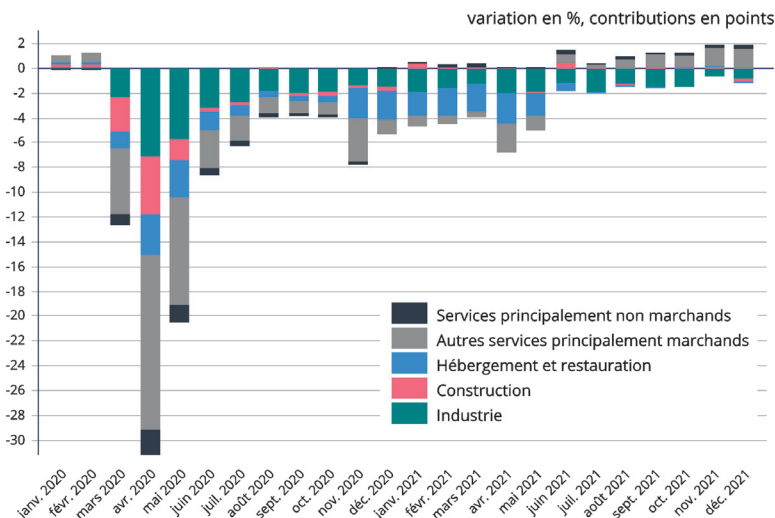
L'activité de certains secteurs, notamment l'industrie et l'hébergement-restauration, reste en retrait, sous les niveaux d'avant-crise. Ainsi, de janvier à mai 2021, l'industrie, les autres services principalement marchands et surtout l'hébergement-restauration ont des volumes d'heures rémunérées en deçà de l'année de référence ► **figure 3**. Depuis juin 2021, c'est principalement l'industrie qui contribue à la baisse des heures rémunérées, tandis que les services principalement marchands hors hébergement-restauration affichent des niveaux supérieurs à l'année de référence, hormis dans l'Indre. En fin d'année, l'activité industrielle retrouve un niveau d'avant-crise dans le seul département d'Eure-et-Loir.

La reprise de l'activité est plus modérée dans les secteurs en lien avec la fréquentation touristique qui reste en deçà des niveaux de

référence en 2019. La fréquentation des hôtels en 2021 représente 75 % de celle en 2019, et celle des campings sur la saison d'été est inférieure de 15 % à son niveau en 2019. L'activité des transports routiers de marchandise se redresse en 2021, plus que celle de transport de voyageurs, encore affectée par l'incomplète reprise du transport touristique.

Avant la crise, l'industrie, manufacturière notamment, était le secteur en tête du recours à l'activité partielle. En Centre-Val de Loire, en 2021, de janvier à août, ce sont les services non marchands qui recourent le plus à l'activité partielle – particulièrement l'hébergement-restauration en lien avec les restrictions réglementaires d'activité – et l'industrie sur les quatre derniers mois de l'année. Au 1^{er} trimestre 2022, ce dispositif est moins sollicité, mais la part des services non marchands, au premier rang desquels de l'hébergement-restauration, dans les effectifs en activité partielle remonte.

► 3. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Centre-Val de Loire



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Source : Insee, DSN - traitement provisoire

En termes d'emploi, les trois quarts de la croissance en 2021 sont portés par le tertiaire marchand. La fragile dynamique d'accroissement de l'emploi industriel d'avant-crise reste suspendue, bien que les effectifs se contractent moins qu'en 2020.

Par ailleurs, les entreprises dépendent encore de certaines dispositions prises pour les aider à traverser la crise. Les trésoreries des entreprises se sont détériorées en 2020, mais le soutien public face aux conséquences de la pandémie a contribué à atténuer cette dégradation. En 2021, l'allègement des contraintes sanitaires et le report des remboursements des prêts garantis par l'État, que les entreprises ont pu conserver sous forme de liquidités, entraînent des situations de trésorerie confortables. Les mesures de soutien aux entreprises ont également contribué à réduire le nombre de défaillances. Il reste à un niveau très bas et diminue même encore en 2021.

...Fragilisée par les tensions sur l'approvisionnement, la main d'œuvre et les prix de l'énergie

Des tensions viennent menacer la reprise, comme sur les prix de l'énergie qui étaient orientés à la baisse de mars 2020 à février 2021, et sont repartis nettement à la hausse depuis (+ 18,5 % en glissement annuel fin 2021 ; + 28,0 % en mai 2022). Portée par ce renchérissement, l'inflation, nulle en décembre 2020, croît continuellement en 2021 pour atteindre + 2,8 % en décembre et continue à augmenter en 2022 (+ 5,2 % en mai). Les effets de la crise sanitaire sur les chaînes d'approvisionnement et les tensions sur le marché du travail contrarient également le redémarrage de nombreux secteurs. L'activité industrielle a repris dès mai 2020, mais les difficultés d'approvisionnement et de recrutement pèsent sur cette reprise qui se poursuit en 2021.

Des contraintes de même nature sur l'offre freinent l'activité du bâtiment, malgré une demande élevée. L'activité de la construction reprend fortement, le nombre de logements autorisés progresse de 34 % en 2021, et les surfaces de locaux non résidentiels de 58 %. Cependant, le bilan de l'activité de promotion immobilière est en demi-teinte, les ventes d'appartements étant en forte hausse, tandis que celles des maisons chutent. L'activité des travaux publics reprend en 2021, mais ralentit au 2nd semestre, marquée par la hausse des coûts de production et le manque de matières premières.

Du côté du secteur primaire, entre hausse de la demande et envolée des prix de l'énergie, les prix agricoles augmentent comme ceux des intrants. En 2021, les cours des productions de grandes cultures se sont élevés, le prix des productions animales est en hausse, mais le cours du porc plonge au 2nd semestre. Cette augmentation des prix de production agricoles ne s'est pas encore transmise aux prix à la consommation en 2021, l'alimentation ayant été relativement épargnée par l'inflation en 2021, mais les prix progressent de + 4,2 % en glissement annuel en mai 2022. ●

Samuel Balmand (Insee)

En 2021, l'économie mondiale a rebondi après sa chute en 2020, l'amélioration de la situation sanitaire s'étant accompagnée d'un allègement des restrictions

En 2021, l'épidémie de Covid-19 est restée l'un des principaux déterminants de l'activité économique. L'apparition de variants a rythmé la propagation de nouvelles vagues, et, en conséquence, la poursuite des mesures de restrictions sanitaires. Celles-ci se sont cependant allégées, à mesure que les États apprenaient à limiter la propagation du virus – notamment par une campagne de vaccination à grande échelle – et que les ménages et les entreprises entraient dans le paradigme du « vivre avec ». Après la fermeture partielle des économies en 2020, qui avait fait plonger le PIB mondial à -3,1 % par rapport à son niveau de 2019, leur réouverture progressive en 2021 a engendré un rebond en partie mécanique, à 6,1 %¹. Ce rattrapage a néanmoins été hétérogène selon les pays ► **figure 1**. Ainsi le rebond de l'activité en zone euro, certes vif (+ 5,2 %), l'a toutefois été moins qu'aux États-Unis (+ 5,7 %) ou que pour les économies émergentes (+ 6,8 %), malgré un recul de l'activité en zone euro plus important en 2020. L'économie du Royaume-Uni a davantage rebondi (+ 7,4 %, après une chute en 2020 parmi les plus fortes des pays européens) malgré l'incertitude liée au Brexit, finalement mis en œuvre au 1^{er} janvier. Enfin, l'activité en Chine a renoué avec une croissance vigoureuse

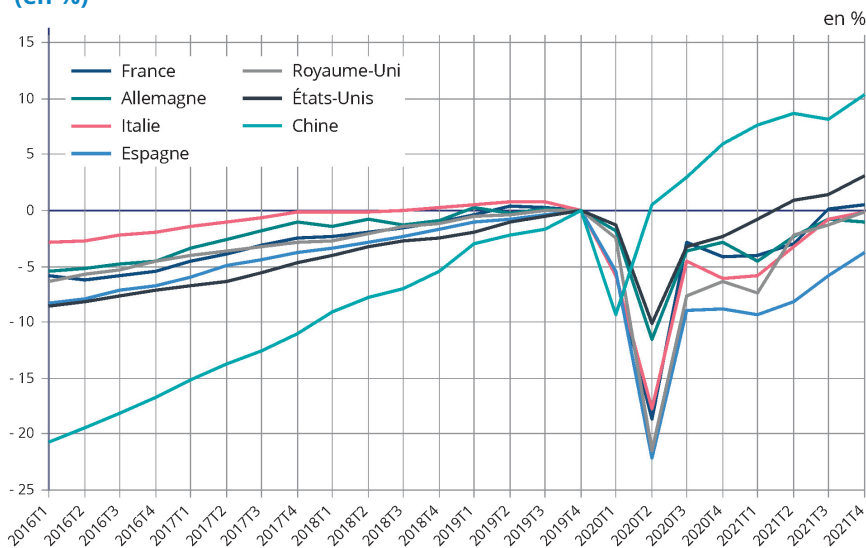
(+ 8,6 %, après un ralentissement certes marqué de l'activité en 2020), même un peu supérieure à sa moyenne des années 2010 par effet de contrecoup. Ces évolutions hétérogènes selon les pays en 2021 sont notamment liées au rythme de diffusion du virus et aux stratégies sanitaires nationales (zéro-covid, confinements, vaccination...), mais aussi aux spécialisations sectorielles (les branches des matériels et des services de transport, de l'hébergement-restauration ou encore des loisirs, sport et culture – et le tourisme en général – restant à des niveaux d'activité dégradés).

En France, l'activité a davantage rebondi en 2021 que dans la moyenne de la zone euro

Après une chute de 7,9 % en 2020, l'activité économique française s'est nettement redressée en 2021, à + 6,8 %². La croissance y a donc été à la fois plus forte qu'en Allemagne (+ 2,9 %), où le choc de 2020 a été presque deux fois moindre, et qu'en Italie (+ 6,6 %) et en Espagne (+ 5,1 %), pourtant davantage affectées en 2020. En moyenne en 2021, le PIB français se situait 1,7 % en deçà de son niveau de 2019, un rattrapage assez vif par rapport à ses principaux voisins européens.

En miroir de la chute d'activité enregistrée en France en 2020, tous les principaux postes de la demande (hors stocks) participent à son rebond en 2021 ► **figure 2**. La plus forte contribution est celle de la consommation des ménages, de 2,7 points : les opportunités de consommer des ménages, bridées par les mesures de restrictions, se sont rétablies avec la réouverture progressive des magasins, des restaurants et cafés ou encore des activités culturelles et sportives. La contribution de l'investissement total a été du même ordre, portée par les entreprises (1,5 point) – en lien avec la reprise de l'activité, notamment après les fermetures de chantiers en 2020 et du fait d'un investissement en services très dynamique – et par les ménages (0,9 point) – avec un marché immobilier dynamique. La consommation des administrations publiques a contribué au rebond de l'activité à hauteur de 1,7 point, portée par les campagnes de tests et de vaccination. La contribution des échanges extérieurs a été faiblement positive, de 0,1 point : les exportations, plus affectées en 2020 que les importations, ont aussi plus fortement rebondi. Les importations comme les exportations sont cependant restées à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En particulier, les exports et imports de tourisme se sont situés en 2021 à environ 40 % sous leur niveau de 2019.

► 1. Écart du PIB par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019 (en %)



Lecture : au quatrième trimestre 2021, le PIB en France s'est situé 0,5 % au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC

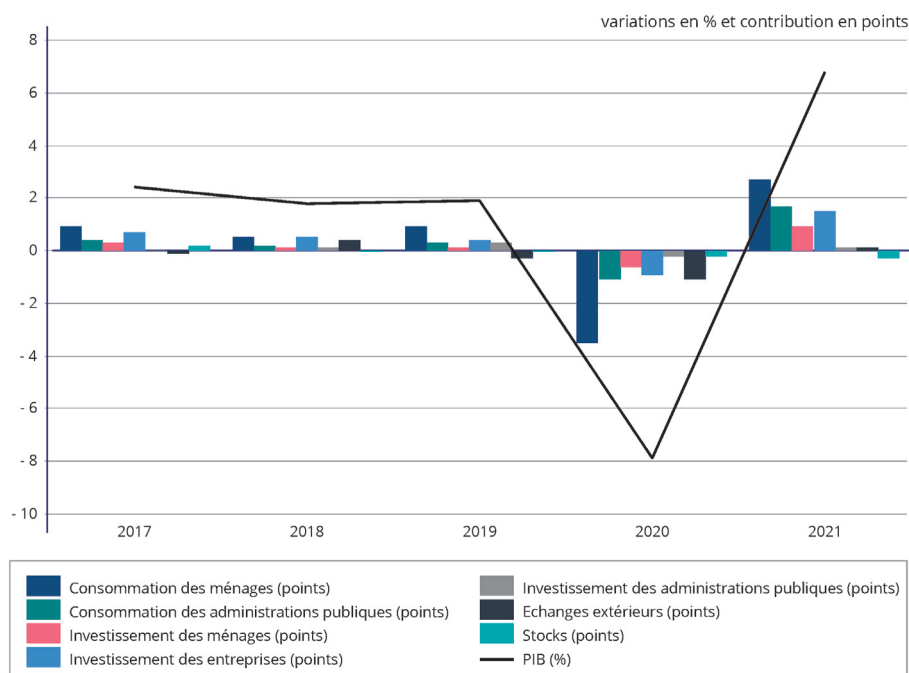
Cet effet de miroir entre les évolutions de l'activité en 2020 et en 2021 a aussi été sectoriel, recouvrant toutefois des rattrapages hétérogènes selon les branches

En 2021, la valeur ajoutée totale a dans l'ensemble davantage rebondi que la consommation des ménages, après une baisse également plus marquée en 2020 ► **figure 3**. Les disparités selon les branches apparues en 2020 ont néanmoins persisté en 2021. Dans l'industrie, la fabrication de matériels de transport a faiblement rebondi en 2021, pénalisée à la fois par les difficultés d'approvisionnement (s'agissant de l'industrie automobile), et par l'état dégradé du tourisme mondial (s'agissant de l'aéronautique). Les services les plus affectés par les mesures de restriction – hébergement-restauration, transports, services aux ménages (sport, culture, loisirs) – ont poursuivi leur trajectoire de reprise, malgré un début d'année 2021 marqué à nouveau par l'épidémie.

¹ World Economic Outlook, FMI (Avril 2022).

² Estimation prenant en compte la correction des variations saisonnières et les effets des jours ouvrables.

► 2. Variations annuelles du PIB (en %) et contribution des principaux postes de la demande (en points)



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : en 2021, le PIB, en volume aux prix de l'année précédente chaînés, a augmenté de 6,8 % ; la contribution de la consommation privée des ménages a été de 2,7 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee

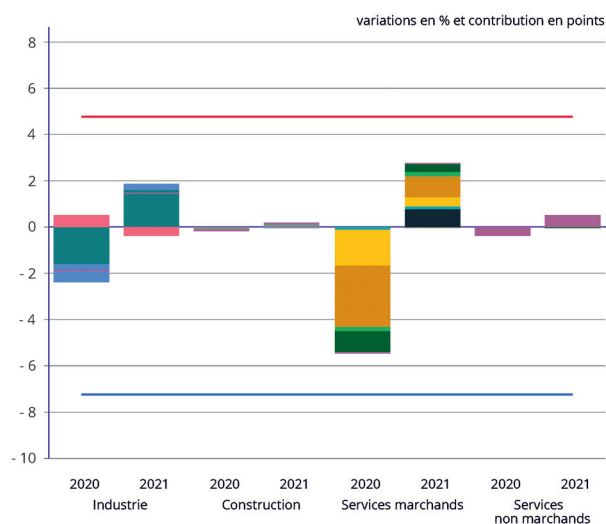
L'hétérogénéité ne s'est cependant pas résorbée, entre ces branches dont l'activité ou la consommation est restée en moyenne sous son niveau de 2019 et celles qui, ayant moins souffert de la crise sanitaire, s'en sont rapprochées ou l'ont dépassé (information-communication, services financiers...). Ce constat est aussi vrai à un niveau plus agrégé : en 2021, la valeur ajoutée est restée à un niveau par rapport à 2019 relativement plus dégradé dans l'industrie que dans les services, et inversement pour la consommation des ménages.

En 2021, l'emploi et la population active ont été dynamiques

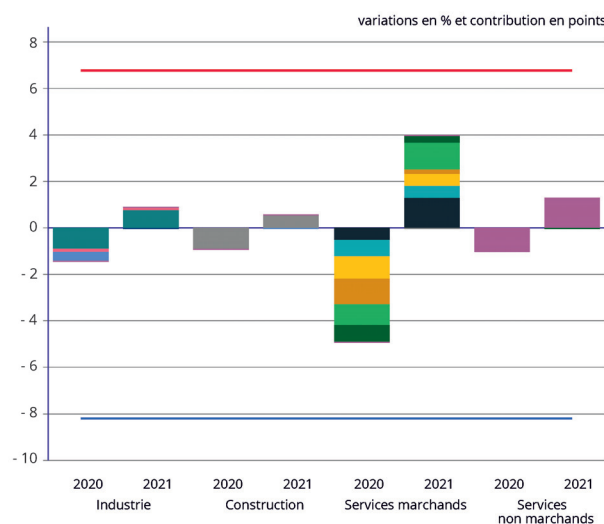
Après une diminution en 2020 (- 216 900 emplois en fin d'année, par rapport à la fin d'année 2019), d'ampleur largement moindre que celle de l'activité, l'emploi salarié a vivement rebondi en 2021 (+ 855 100 entre fin 2020 et fin 2021), repassant fin 2021 nettement au-dessus du niveau de la fin 2019³. Il est néanmoins resté en deçà de son niveau d'avant-crise dans l'industrie, tandis qu'il était particulièrement allant dans la construction, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. Le dispositif d'activité partielle, dont les conditions ont progressivement évolué au cours de l'année, ne concernaient en décembre 2021 qu'environ 400 000 salariés (contre 1 900 000 en janvier 2021)⁴.

► 3. Variations annuelles (en %) et contribution des branches ou produits (en points)

a. Valeur ajoutée



b. Consommation des ménages



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO). La valeur ajoutée totale est calculée hors impôts et subventions sur produits (contrairement au PIB).

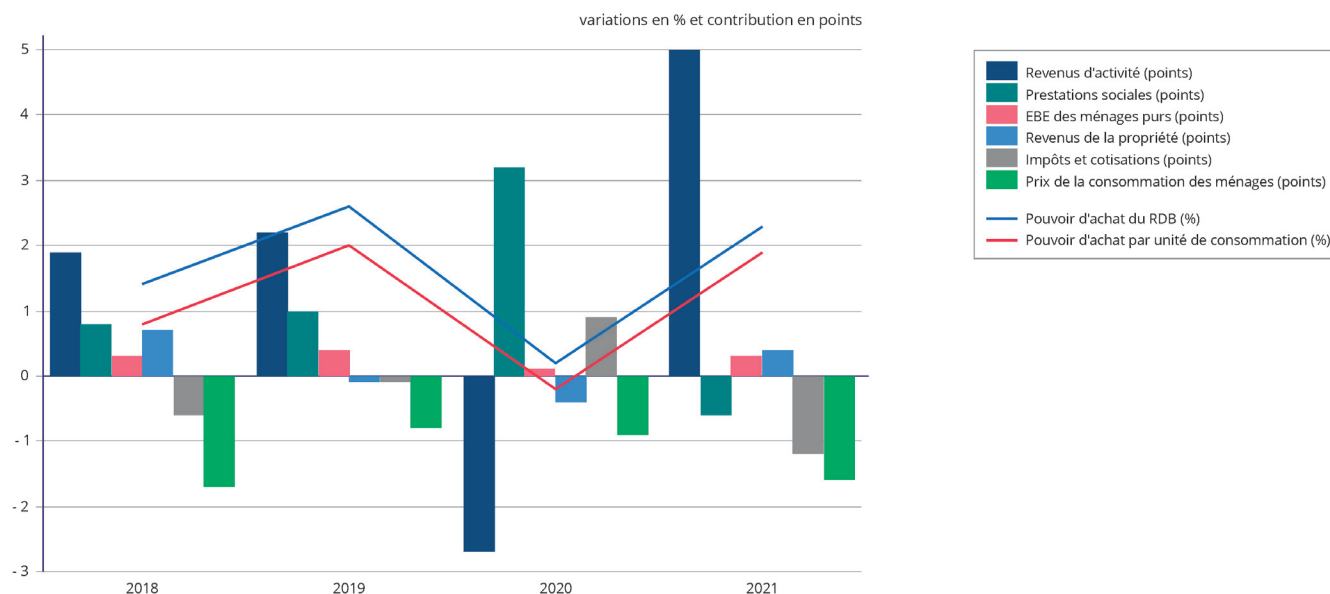
Lecture : en 2021, la valeur ajoutée totale a augmenté de 6,8 %. La contribution des autres services marchands (services marchands hors commerce, transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et aux ménages) a été de 1,3 point ; celle de l'ensemble des branches des services marchands a été de 4,0 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee

³ Données révisées sur l'emploi salarié national, par rapport à celles mobilisées dans le chapitre Emploi du bilan, suite à plusieurs changements méthodologiques ; en particulier les alternants sont inclus explicitement dans la dynamique de l'emploi des années 2019 à 2021.

⁴ Le chômage partiel, 27 avril 2022, Dares.

► 4. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principaux déterminants



Note : les données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages a augmenté de 2,3 % en 2021. La principale contribution à cette hausse est celle des revenus d'activité, qui s'élève à 5,0 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee

Après des mouvements très heurtés en 2020 selon un effet en « trompe-l'œil »⁵, le taux de chômage a été quasi stable pendant les trois premiers trimestres de 2021, à environ 8 % de la population active, avant de refluer sensiblement à 7,4 % au quatrième trimestre. Le dynamisme de l'emploi au cours de l'année a en effet été d'abord contrebalancé par celui de la population active, qui a rejoint progressivement sa trajectoire tendancielle d'avant la crise sanitaire puis l'a dépassé au troisième trimestre, avant de se replier légèrement par contrecoup au quatrième, conduisant à la baisse marquée du taux de chômage en fin d'année. Ces mouvements ont été particulièrement marqués pour les jeunes, dont le taux d'emploi a atteint un point haut depuis 1991, notamment sous l'effet des contrats en alternance.

En 2021, tiré par des revenus d'activité dynamiques, et quoique pénalisé par une inflation en hausse, le pouvoir d'achat par unité de consommation a progressé de 1,9 %

Après un ralentissement en 2020 (+ 1,1 %), le

revenu disponible brut des ménages a progressé (+ 4,0 %), plus vivement encore qu'en 2018 et 2019. Le même effet de miroir évoqué précédemment entre 2020 et 2021 a joué sur les contributions des différentes composantes du pouvoir d'achat, à l'exception notable de l'inflation ► **figure 4**. Les revenus d'activité ont contribué le plus, à hauteur de 5,0 points, en lien avec la reprise de l'activité, le dynamisme de l'emploi et le moindre recours à l'activité partielle ► **figure 4**. En 2020, la contribution négative des revenus d'activité avait été en partie compensée par celle, positive, des prestations sociales et des impôts⁶. En 2021, c'est le phénomène inverse qui se produit. L'ampleur nettement plus faible de la contribution négative des prestations sociales, de -0,6 point, reflète toutefois la poursuite partielle des dispositifs de soutien (activité partielle et fonds de solidarité). Enfin, poussée notamment par les prix de l'énergie, l'inflation a commencé à augmenter nettement au second semestre 2021, jusqu'à atteindre 2,8 % sur un an en fin d'année. Malgré cette hausse des prix, la croissance du pouvoir d'achat a été nette en moyenne annuelle (+ 2,3 %, soit 1,9 % par unité de consommation).

Du côté des entreprises, la valeur ajoutée (CVS-CJO) des sociétés non financières a augmenté de 9,6 % en 2021, en nette reprise après sa chute en 2020. Le taux de marge a quant à lui atteint 34,2 %, repassant même au-dessus du pic de 2019 (lié principalement à un effet d'enregistrement du CICE). Cette moyenne annuelle résulte cependant d'un premier semestre 2021 élevé, dans le sillage du rebond de la fin 2020, tandis que le second semestre 2021 a été un peu plus modéré. ●

⁵ Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.

⁶ Ce, pour des raisons en partie comptables : contrairement aux salaires auxquels l'activité partielle n'est pas enregistrée dans les revenus d'activité, mais dans les prestations sociales.